



Le Mindcaf, couvert par ces mentors, est depuis longtemps engagé dans la spoliation du patrimoine public. Ses derniers actes, visant le cabinet Atou, consacrent la défiance vis-à-vis de sa hiérarchie et donc de celui qui l'a établie, Paul Biya

Ce qui apparaît aujourd'hui comme une nébuleuse, via le fameux «marché spécial» portant sur la sécurisation du Port autonome de Douala (Pad); passé par le secrétaire général de la présidence de la République (Dg/Pr), Ferdinand Ngoh Ngoh à la société virtuelle Portsec, ayant ses notifications dans des paradis fiscaux, n'est en réalité que l'épiphénomène d'un jeu pervers dans le dos du chef de l'Etat.

Ils'agit d'un dossier bien connu, dans les hautes sphères de l'Etat et que le Premier ministre, chef du gouvernement, Joseph Dion Ngute, a déjà eu à assurer les arbitrages. Mais les enjeux semblent à ce point profonds que les mafieux ne sont pas prêts à lâcher prise.

Le 19 mai 2020, le secrétaire général des services du Premier ministre (Sg/Pm), sur instructions de sa hiérarchie, informe le ministre des Domaines, du Cadastre et des Affaires foncières (Mindcaf), Henri Eyebe Ayissi que certains terrains, qu'il entend vendre sous la formulé du gré à gré, «font partie de l'actif résiduel de l'ex-Regifercam (Régie nationale des chemins de fer)»,

n'ayant jamais fait l'objet d'une réintégration dans le domaine privé de l'Etat

De ce fait, insiste Magloire Séraphin Fouda, «ils ne peuvent faire l'objet d'aucune transaction» de la part du Mindcaf, tant que le processus d'apurement du passif de cette ex société d'Etat, en cours auprès du cabinet-conseil Atou, n'est pas parvenu à son terme, conformément aux dispositions de l'article 100 de la loi portant statut général des entreprises publiques.

A travers cette mise en garde, le Premier ministre réitère les termes de sa correspondance du 19 octobre 2017 demandant de surseoir, pour les mêmes raisons, à toute autre transaction concernant les terrains constituant les actifs résiduels non seulement de la Regifercam, mais également des ex-Office national de commercialisation des produits de base (Oncpb) et Office national . des ports du Cameroun (Onpc), dont les processus de liquidation ne sont pas achevés.

Et le Pm d'inviter le Mindcaf à rapporter, «sans délai», le%. dispositions de son arrêté du 8 juin 2010 réhabilitant le titre foncier nc39959/W. Cette mesure d'annulation, insiste le Sg/Pm, devra s'étendre à tous les arrêtés subséquents portant approbation des ventes des terrains et titres fonciers établis sur cette base.

Le même jour, Magloire Séraphin Fouda, s'adressant au même Henri Eyebe Ayissi et au nom de sa hiérarchie, lui demande de répercuter lesdites instructions aux autorités administratives des localités concernées» celles notamment des départements du Fako, du Nyong et So'o, de la Meme, du Mfoundi, du Mounjo, de la Vins et du Wouri.

Cette série de mises en garde, note-t-on, intervenait au lendemain des arrêtés du Mindcaf portant autorisation de mise en vente de gré à gré de plusieurs terrains 'domaniaux relevant du domaine public au profit de particuliers.

Projet d'accaparement. Depuis mai 2020, Joseph Dion Ngute n'a cessé d'interpeller la présidence la République quant à la mafia foncière en cours au sein du gouvernement. Dans le même temps, Henri Eyebe Ayissi, aidé en cela par de proches collaborateurs de Paul Biya, a déjà procédé à des dizaines de ventes illégales de biens de l'Etat.

Le Mindcaf s'est, pour réaliser son projet d'accaparement, attaché les faveurs du secrétaire général de la présidence de la République (Sg/Pr), Ferdinand Ngoh Ngoh avec, à ses côtés, son homme de main et directeur général du Port autonome de Douala (Pad), Cyrus Ngo'o.

Il convient de préciser que le processus de liquidation desdites entreprises a toujours posé plusieurs problèmes de bilans de clôture non établis, de passifs non réglés ainsi qu'une dévolution des biens restant à établir.

C'est sur cette base que l'alors ministre des Finances, Polycarpe Abah Abah, recrute le cabinet Atou aux fins de sécuriser des biens publics que des privés commencent à se partager en toute illégalité. Le patrimoine déclaré, par ceux qui jouaient alors le rôle de liquidateurs, est à l'époque estimé à 65 milliards de francs, une fortune que le nouveau venu finira par reconstituer pour la porter à 285 milliards.

Et ça gêne beaucoup d'intérêts, dans le sérail. Mieux encore. En 2006, le cabinet Atou boucle avec succès plusieurs procédures patrimoniales des ex-entreprises dont il a la charge, aussi bien au Cameroun qu'à l'international. Des titres fonciers sont établis, et des Inventaires dressés.

Mais la mafia veille. Aussitôt nommé en 2004, Pascal Anong Adibime est mis dans le bain. Il trouve une situation à laquelle la mafia lui demande, gentiment, de ne point changer les données, il est finalement limogé trois ans plus loin, sur fond de bruits de casseroles.

Paul Biya fait annuler tous les actes de vente pris par le concerné, avec toutes les conséquences de droit. Des mesures présidentielles que Henry Eyebe Ayissi a, le 26 décembre 2018, décidé de violer en réhabilitant des actes obtenus en toute illégalité sur les biens de l'Etat.

Aujourd'hui voué aux gémonies par la pègre qui s'est installée autour du chef de l'Etat, le cabinet Atou aura pourtant joué un rôle capital pour ne pas voir le patrimoine public tomber entre les mains d'imposteurs. En dénonçant, auprès du Tribunal criminel spécial (tcs), les actes de banditisme du directeur général du Port autonome de Douala (Pad), Cyrus Ngo'o, Lazare Atou a mis un vrai coup de pied dans la fourmilière.

Dans sa lettre de dénonciation, le patron dudit cabinet, Lazare Atou, soutient que la tentative d'incorporation, dans le patrimoine du Pad, des actifs immobiliers résiduels de l'ex-Oncpb vise à couvrir «le détournement de deniers publics d'un montant de plus de 53 milliards, dans la conception et l'exécution du marché spécial du 13 avril 2018 'relatif au projet de sécurisation du périmètre et le contrôle des accès du port de Douala/Bonabéri». D'où les actes répressifs, en guise d'expédition punitive, orchestrés par Eyebe Ayissi et ses mentors, abondamment relayés par certains médias encartés.

InfoMatin
